Résumé d'évaluation

Evaluation finale du Projet de Développement Régional du Sud-Ouest (PDRSO) de la République Centrafricaine

Pays : **République centrafricaine** Secteur : **Développement rural**

Évaluateurs : Anis CHAKIB (SalvaTerra), Rémi LEGENDRE (Sylvatrop Consulting), Abel KPAWILINA NAMKOÏSSE

Date de l'évaluation : Avril 2021

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CCF1130

Montant: 6,5 M€

Taux de décaissement: 99,9% Signature de la convention de financement: juin 2015

Date d'achèvement : septembre 2021

Durée: 5 ans

Contexte

Avec près de 22,2 millions d'hectares de forêts, la République centrafricaine (RCA) est l'un des grands pays forestiers d'Afrique Centrale (FAO, 2015). Le massif forestier du Sudouest du pays représente à lui seul de l'ordre de 3,8 Mha de forêt dense humide en grande partie exploitable pour le bois mais également source de revenus divers pour les populations locales.

La gestion durable de la ressource forestière engendre des recettes fiscales importantes pour l'État et aussi pour les communes sur lesquelles a lieu l'exploitation, ces taxes devant permettre de financer leurs investissements de développement. Pourtant, les dépenses des communes sont aujourd'hui bien inférieures aux montants des recettes fiscales disponibles, effectivement versées par les opérateurs forestiers.

Intervenants et mode opératoire

Le Projet est placé sous la responsabilité d'un Coordonnateur national désigné par le Ministère des Eaux et des Forêts (MEF) et qui assure l'interface entre le Projet et les autorités centrafricaines. Le PDRSO est mis en œuvre et animé par une Unité de gestion de projet (UGP) appuyée par un maître d'œuvre (opérateur) qui est le Consortium FRMi – TEREA – ONFi – Oréade Brèche – CIRAD.



Objectifs

La **finalité** du PDRSO est de contribuer à réduire la pauvreté dans les communes forestières du Sud-ouest de la RCA par un renforcement de leurs capacités et une gestion durable de l'écosystème forestier.

Ce projet présente quatre objectifs spécifiques :

- OS1. Améliorer l'accès et la qualité des services de base rendus aux habitants par les collectivités locales;
- OS2. Gérer durablement le massif forestier du Sud-ouest et sécuriser ainsi sur le long terme les rentrées fiscales des communes forestières;
- OS3. Décliner et mettre en œuvre au niveau régional la stratégie nationale REDD+;
- OS4. Renforcer les capacités des acteurs locaux via des activités d'étude, de formation et de communication.

Le Projet présente **trois Composantes (C) d'activités** : C1 « Développement local » ; C2 « Appuis aux administrations forestières » ; C3 « REDD+ ».

Réalisations attendues

- Réalisations d'investissements de développement local dans les communes
- · Renforcement des capacités des collectivités locales
- Renforcement de l'aménagement forestier
- Mise en œuvre de la stratégie nationale REDD+
- Évolution des réglementations environnementales et sociales



Appréciation de la performance

Pertinence

La pertinence du projet est jugée moyenne à plutôt satisfaisante. L'évolution de la stratégie globale de développement local (C1) – liée à une baisse drastique du budget initial, mais aussi à des choix stratégiques – fait perdre de la pertinence au projet initial. La stratégie de la composante C2 (forestier) était justifiée, mais a trop peu intégré les appuis de l'administration forestière centrale et déconcentrée. Les activités de la composante C3 (REDD+) sont pertinentes avec un regret quant à leur calendrier de diagnostic et de mise en œuvre.

Cohérence

La cohérence interne du projet est moyennement satisfaisante. Elle a pâti des modifications successives au démarrage. La répartition du budget est jugée trop déséquilibrée. La durée du projet est difficilement compatible avec les résultats attendus. La cohérence externe, elle, est satisfaisante: le PDRSO est cohérent avec l'existant (politiques et stratégies nationales, autres projets).

Efficacité

L'efficacité est moyennement satisfaisante. Les activités de la C1 ont été engagées trop tardivement. Sur la C2, une bonne partie des résultats étaient atteints. Sur la C3, des études robustes ont été produites et mériteraient d'être valorisés, mais les résultats dans les villages étaient mitigés.

Efficience

L'efficience est moyennement satisfaisante. Le taux moyen d'exécution est satisfaisant, mais cache d'importants retards dans les décaissements du FIC. Le budget d'expertise internationale est jugé particulièrement important. Les investissements sur le terrain et dans les institutions restent limités.

Impact

L'impact est moyennement satisfaisant. Sur la C1, l'impact est satisfaisant en matière de renforcement des capacités, mais pas pour l'amélioration de l'accès aux services de base. Sur la C2, divers impacts positifs sont à souligner, mais la dissolution de l'Agence de gestion durable des ressources forestières (AGDRF) est une grande déception (cette dissolution ne relève pas de la responsabilité du projet). Manque de recul pour la C3 dont les activités ont démarré très tardivement.

Viabilité/durabilité

La durabilité est moyennement satisfaisante. Celle de la C1 est faible : les activités n'ont pas eu le temps d'être consolidées. Pour la C2, les capacités (malgré des formations) demeurent insuffisantes, et le problème plus global de la gouvernance du secteur forestier ne peut être résolu par un projet ponctuel. Sur la C3, il est trop tôt pour apprécier l'appropriation des formations.

Valeur ajoutée de l'appui AFD

Cette valeur ajoutée est moyennement à plutôt satisfaisante. Dans un contexte extrêmement difficile, l'AFD et le FFEM ont réaffirmé leur engagement sur le secteur. La gestion du projet par l'AFD est globalement satisfaisante.

Conclusions et enseignements

En conclusion, la performance globale du PDRSO est jugée **moyenne**.

Pour le développement local, les résultats atteints par le projet sont indiscutables, mais n'ont pu être consolidés et restent très fragiles.

Sur le volet forestier, les acteurs soulignent tous l'impact positif du PDRSO. Mais la dissolution de l'AGDRF vient sérieusement compromettre les acquis du projet. Par ailleurs, le secteur forestier fait toujours face à de graves difficultés en matière de gouvernance et aussi d'un déficit de moyen de contrôle par l'administration forestière – ce qui dépasse la capacité d'un projet.

Sur le volet REDD+, les résultats sont mitigés et à ce jour difficiles à évaluer.

Recommandations:

- Poursuivre l'appui aux communes
- Approfondir les PDL sur la dimension GRN
- Prioriser l'enjeu de la bonne gouvernance des taxes forestières
- Mieux intégrer les sociétés forestières dans les processus de mise en œuvre du développement local
- Prendre en compte la dimension institutionnelle de la décentralisation
- Accompagner le MEF pour identifier une solution durable sur l'AGDRF
- Budgets de fonctionnement de l'administration forestière et bonne gouvernance
- Capitaliser et diffuser les données, outils et formations du PDRSO et poursuivre les efforts en ce sens
- Capitaliser les résultats du PDRSO et poursuivre les appuis sur la REDD dans les zones en périphérie de Bangui.

